

PROMETTRE, DIVISER, INTIMIDER, ET CONTRAINDRE



**Les tactiques utilisées par les sociétés
d'huile de palme pour s'emparer des terres
communautaires**

**Promettre, diviser, intimider et
contraindre: les tactiques
utilisées par les sociétés
d'huile de palme pour s'emparer
des terres communautaires**

Version courte

**Promettre, diviser, intimider et contraindre:
les tactiques utilisées par les sociétés
d'huile de palme pour s'emparer des terres
communautaires**

Version courte

Alliance informelle contre les plantations
industrielles de palmiers à huile en Afrique
occidentale et centrale

Juin 2024

Ce livret est également disponible en **Anglais**.

CONTENU

| | |
|---|----|
| Méfiez-vous! Les sociétés sont prêtes à s'emparer de vos terres | 4 |
| L'importance d'être unis et en contact avec d'autres communautés | 6 |
| Tactique 1: Les sociétés obtiennent l'accord et le soutien de responsables gouvernementaux de haut niveau | 8 |
| Tactique 2: Les sociétés obtiennent le soutien des élites locales | 10 |
| Tactique 3: Les sociétés s'appuient sur le soutien de personnes en qui la communauté a confiance | 12 |
| Tactique 4: Les sociétés tentent d'obtenir le ralliement des chefs pour qu'ils mettent des terres communautaires à leur disposition | 14 |
| Tactique 5: Les sociétés tentent de réduire au silence les dirigeants et les militants qui s'opposent à leurs plantations | 16 |
| Tactique 6: Les sociétés promettent d'améliorer les routes, les écoles et les établissements de santé | 18 |
| Tactique 7: Les sociétés promettent des emplois, en particulier pour les jeunes hommes . | 20 |
| Tactique 8: Les sociétés organisent des réunions communautaires pour donner l'apparence d'un soutien de la communauté | 22 |
| Tactique 9: Les sociétés tentent de réduire au silence les opposants locaux au projet de plantation | 24 |
| Tactique 10: Les sociétés excluent et marginalisent les femmes | 26 |
| Tactique 11: Les sociétés ferment les yeux sur les violences et les abus commis à l'encontre des femmes dans les plantations | 28 |
| Tactique 12: Les sociétés imitent des signatures et falsifient des documents | 30 |
| Tactique 13: Les sociétés refusent de fournir des documents importants | 32 |
| Tactique 14: Les sociétés prennent le contrôle des terres communautaires par le biais de titres fonciers et de plans cadastraux frauduleux | 34 |
| Tactique 15: Les sociétés créent ou exploitent des conflits fonciers entre les communautés | 36 |
| Tactique 16: Les sociétés détruisent les marchés ouverts à l'huile de palme produite localement et créent une insécurité alimentaire | 38 |
| Tactique 17: Les sociétés coupent l'accès des communautés aux forêts | 40 |
| Tactique 18: Les sociétés encouragent les programmes d'agriculture contractuelle pour contrôler les terres des villageois | 42 |
| Tactique 19: Les sociétés prétendent que les agriculteurs peuvent « devenir riches avec des plantations industrielles de palmiers à huile » | 44 |
| Tactique 20: Les sociétés s'associent à des ONG et à des labels « huile de palme durable » pour se créer une image « verte » | 46 |

Méfiez-vous! Les sociétés sont prêtes à s'emparer de vos terres





Les sociétés ont besoin de vastes étendues de terres fertiles pour établir leurs plantations industrielles de palmiers à huile. Elles prévoient donc de s'approprier des terres que les communautés utilisent déjà. Souvent, les familles se sentent « cernées » et lorsqu'il devient insupportable d'être entouré de plantations industrielles, elles risquent de partir les unes après les autres. En outre, les sociétés utilisent de grandes quantités de produits chimiques toxiques dans les plantations industrielles. Ces pesticides polluent les terres agricoles et l'eau dont dépendent les communautés.

Les sociétés savent que toutes ces pratiques entraîneront de graves conflits avec les communautés. C'est pourquoi, partout où elles interviennent, elles utilisent des tactiques très similaires pour prendre le contrôle des terres communautaires. La violence fait partie intégrante du modèle des plantations industrielles.

L'importance d'être unis et en contact avec d'autres communautés



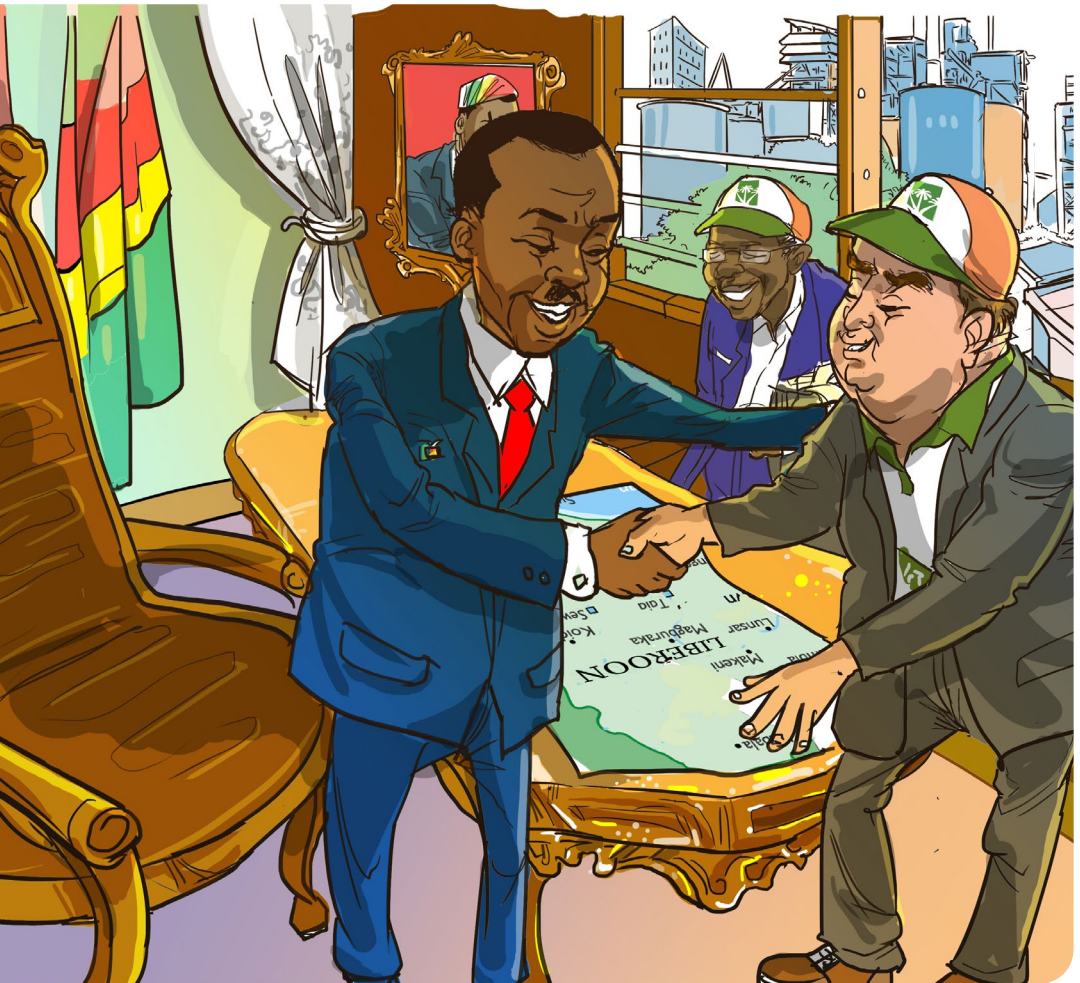
Les sociétés savent qu'elles ont peu de chances de s'emparer des terres d'une communauté lorsque celle-ci fait front uni dans la résistance. Les sociétés feront donc tout pour briser cette unité et chercheront des moyens de saper la résistance de la communauté – même en utilisant des coups tordus tels que la diffusion de rumeurs sur les personnes qui s'opposent à leurs plantations. C'est pourquoi il est important pour une communauté de rester unie.

Il peut être très utile de nouer des alliances et de tirer des leçons de la façon dont d'autres communautés ont réagi aux tactiques des sociétés. Résister aux grandes sociétés internationales peut sembler une tâche insurmontable pour une communauté qui lutte seule. C'est pourquoi les échanges et les alliances avec d'autres communautés se trouvant dans des situations similaires peuvent renforcer les luttes communautaires. Ces alliances peuvent aider une communauté à traverser les périodes difficiles au cours desquelles elle est tentée d'abandonner.

En étant informé des expériences d'autres communautés, il est plus facile de reconnaître les tactiques des sociétés dans sa propre communauté et de discuter de la manière d'y répondre. Si une méthode de résistance échoue, votre communauté peut essayer une autre stratégie de résistance dont elle a peut-être entendu parler par une autre communauté dans une situation similaire. Votre communauté peut également reconnaître de nouvelles tactiques que la société pourrait utiliser.

Tactique 1:

Les sociétés obtiennent l'accord et le soutien de responsables gouvernementaux de haut niveau



Lorsqu'une société arrive dans un pays, elle sait déjà où trouver les meilleures terres pour la culture du palmier à huile. Elle sait à qui s'adresser au sein du gouvernement et à qui demander d'établir des liens avec les élites locales. Elle va prétendre que « les plantations apportent le développement ».

Les présidents de nombreux pays ont adopté cet argument fallacieux et promettent de fournir rapidement les autorisations et les terrains nécessaires. Ils peuvent même promettre qu'il n'y aura pas de « problèmes communautaires ». Les sociétés savent qu'une fois que le président ou un ministre soutient leurs projets, les autres fonctionnaires, les chefs suprêmes et les dirigeants communautaires seront moins susceptibles de s'opposer à leurs plantations, même s'ils sont en désaccord. La société peut également offrir une part des bénéfices ou un poste dans la société à des responsables gouvernementaux/fonctionnaires, afin de montrer qu'il y aura des avantages personnels si le projet de plantation se met en place sans encombre.

Lorsque les gouvernements soutiennent la société de plantation, cela peut affaiblir la détermination de certains dirigeants communautaires, mais cela suffit rarement à briser la résistance de la communauté.

Tactique 2:

Les sociétés obtiennent le soutien des élites locales



Une société de plantation a besoin du soutien des élites locales pour surmonter l'opposition des communautés à ses plantations industrielles. Pour s'assurer ce soutien, elle peut inviter un homme politique ou un homme d'affaires local (il s'agit généralement d'hommes) à visiter des plantations de la société dans une autre région, voire dans un autre pays. Une fois rentrés chez eux, ces personnes comprendront ce que l'on attend d'elles. Elles parleront en termes élogieux des plantations de la société et s'efforceront de convaincre les dirigeants de la communauté de soutenir les projets de la société.

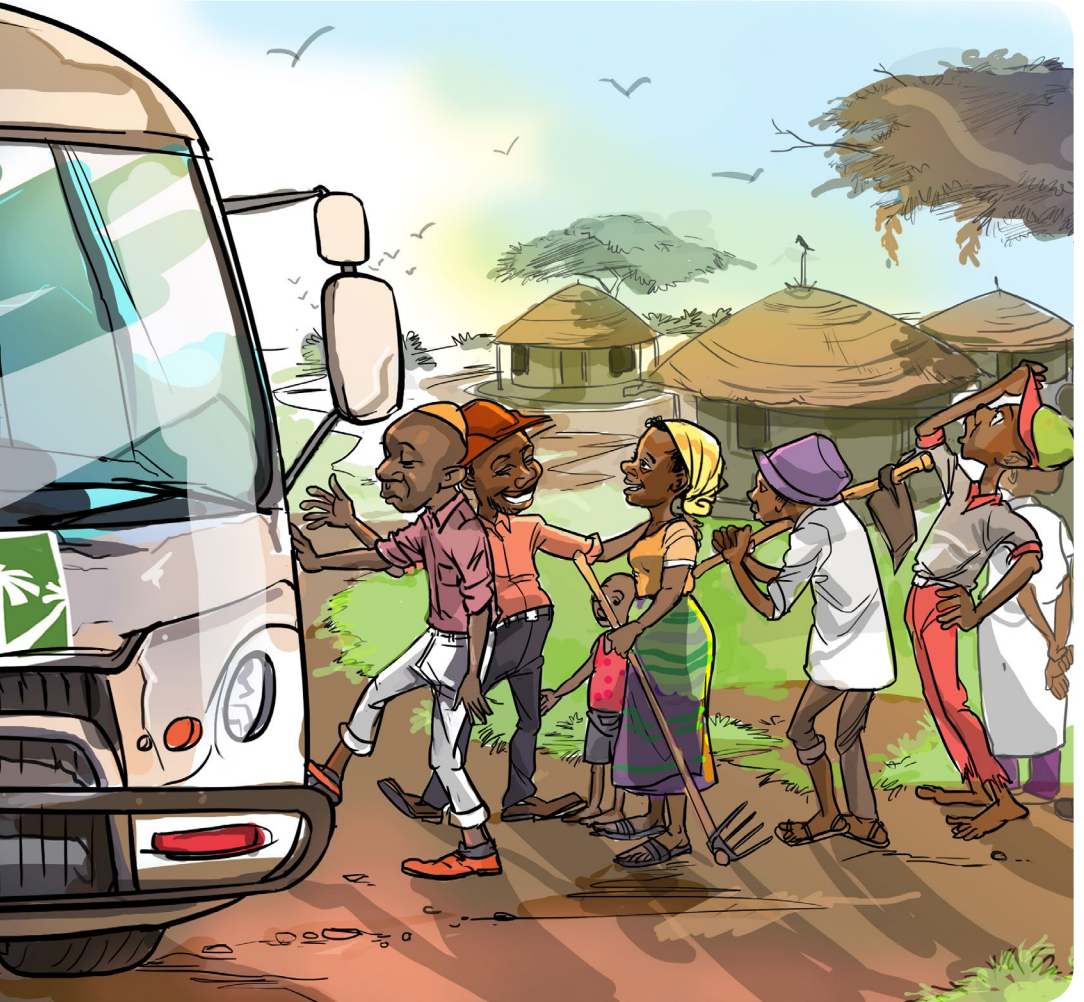
Certaines sociétés mettent également en place des « comités communautaires » afin d'obtenir le soutien des élites locales. Parfois, les chefs, les dirigeants communautaires et d'autres membres influents de la communauté sont invités à rejoindre ces comités. S'ils sont invités, c'est pour qu'ils ne défendent pas les intérêts de la communauté aussi fermement qu'ils le feraient autrement en cas de conflit avec la société.

Tous ces comités sont en fait sous le contrôle de la société. Si un représentant de la communauté fait partie du comité, il comprend qu'on attend de lui qu'il ne contredise pas les autorités. Et c'est la société qui couvre les frais des réunions des comités.

Les membres de la communauté qui assistent aux réunions et ne prennent pas les enveloppes d'argent distribuées à la fin de ces réunions savent qu'ils risquent de ne pas être réinvités.

Tactique 3:

Les sociétés s'appuient sur le soutien de personnes en qui la communauté a confiance



Souvent, les sociétés font appel à des personnes connues de la communauté pour présenter le projet de plantation industrielle de palmiers à huile ou d'hévéas à la communauté. La société peut envoyer un « fils du pays » pour tenter de convaincre les membres de la communauté de fournir les terres demandées par la société. Comme elle est connue de la communauté et que cette dernière lui fait confiance, cette personne peut convaincre les villageois de soutenir le projet, même si la société elle-même n'a pas réussi à obtenir le soutien de la communauté.

Les habitants de la région ainsi « récupérés » peuvent également devenir des contacts importants pour la société, qui l'alertent lorsque la colère monte dans la communauté ou l'informent de l'identité des principaux « fauteurs de trouble » dans la communauté.

Si l'informateur de la société possède une petite entreprise, il (car il s'agit généralement d'un homme) peut obtenir des contrats de la société une fois que les plantations sont opérationnelles. Son entreprise peut par exemple transporter les travailleurs vers les sites de la plantation ou collecter les noix de palme pour les livrer à l'usine de la société. Il pourra devenir le prestataire local qui fournit des agents de sécurité chargés de patrouiller dans les plantations de la société, ou avoir pour tâche d'embaucher les journaliers. Ces types de contrats sont presque toujours attribués à des personnes extérieures ou à des élites locales qui soutiennent la société, et non à ceux qui vivent dans les communautés riveraines des plantations de la société.

Tactique 4:

Les sociétés tentent d'obtenir le ralliement des chefs pour qu'ils mettent des terres communautaires à leur disposition



Après avoir rencontré les ministres et les élites locales, la société organise des réunions avec les chefs ou les dirigeants communautaires. Elle peut rencontrer chaque dirigeant communautaire en privé ou demander à un responsable gouvernemental d'assister à une première réunion. Ces réunions ont généralement lieu en ville, à l'insu de l'ensemble de la communauté, et la société peut payer au(x) dirigeant(s) communautaire(s) un séjour dans un hôtel de luxe et les inviter à des dîners. Le dirigeant peut également se voir offrir des cadeaux qui peuvent être difficiles à distinguer de pots-de-vin. De cette manière, il est plus difficile pour un dirigeant communautaire de rejeter les plantations de la société, surtout si on lui dit que le président soutient les projets de cette dernière.

Les communautés qui ont vu leurs chefs « récupérés » par des sociétés de plantation donnent le conseil suivant aux communautés qui ne sont pas encore entourées de plantations : ne laissez pas vos chefs traditionnels rencontrer la société dans des réunions privées ou à l'extérieur du village, et assurez-vous qu'ils ne signent jamais aucun document lors de réunions privées. Il pourrait être judicieux que les communautés déclarent de façon très publique et directe que les engagements pris par leurs chefs lors de réunions privées avec la société ne sont pas acceptables sans la validation de l'ensemble de la communauté.

Tactique 5:

Les sociétés tentent de réduire au silence les dirigeants et les militants qui s'opposent à leurs plantations



Lorsque les tactiques de persuasion, les cadeaux et les pots-de-vin échouent et qu'un dirigeant communautaire ou un activiste continue à s'opposer aux projets de plantation, la société passera à l'intimidation et au harcèlement. Un fonctionnaire ou un politicien local pourra commencer à faire pression sur le dirigeant ou l'activiste pour qu'il coopère avec la société. Le gouvernement pourra menacer d'arrêter les services de base si un village continue de s'opposer aux plantations de la société. Ou le gouvernement pourra intervenir et faire pression sur les dirigeants de la communauté pour qu'ils signent des documents qui laissent faussement croire que la communauté soutient les plantations de la société. Il peut même faire arrêter les dirigeants communautaires sur la base d'accusations inventées de toute pièce. Une autre tactique de la société consiste à faire en sorte que les dirigeants qui s'opposent à ses projets soient écartés du pouvoir et remplacés par quelqu'un qui soutient le projet d'huile de palme.

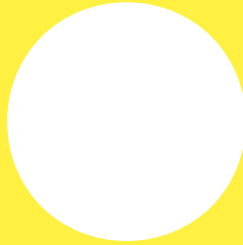
Tactique 6:

Les sociétés promettent d'améliorer les routes, les écoles et les établissements de santé



La plupart des plantations industrielles en Afrique occidentale et centrale sont situées dans des régions où l'État n'assure pas les services publics de base. Les sociétés profitent de cette situation et promettent souvent d'améliorer les routes ou de construire de nouveaux centres de santé, des dispensaires et des salles de classe si la communauté soutient leurs plantations. Une société qui promet de meilleures routes peut par la suite restreindre l'accès à ces routes « améliorées » en prétendant qu'elles sont maintenant la propriété de la société. Les routes peuvent alors être fermées par des barrières gardées. Les communautés auront alors perdu leur droit d'aller et venir librement sur leurs propres terres parce que les agents de sécurité de la société contrôleront qui entre et sort du village.

En réalité, les sociétés renient ces promesses dès qu'elles ont obtenu le contrôle des terres qu'elles convoitent. Les communautés finiront par attendre des années que les promesses se concrétisent ; pendant ce temps, la société défrichera immédiatement les terres communautaires et mettra en place ses plants dès qu'elle le pourra. La société se dépêchera d'installer ses plantations parce qu'elle sait qu'une fois que les arbres sont plantés, il sera beaucoup plus difficile pour les communautés de stopper le projet.



Les sociétés promettent des emplois, en particulier pour les jeunes hommes

« Il y a peut-être des avantages, mais les dégâts sont beaucoup plus importants que les avantages; les avantages sont "enterrés" sous les dégâts occasionnés par les plantations. »

(Participant à une réunion à Mundemba, au Cameroun, en 2016, sur l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale)

Le mensonge le plus dangereux de la société concerne la promesse d'emplois locaux. Les chefs et les dirigeants communautaires soutiennent souvent les plantations dans un premier temps parce que la société promet des emplois. **Cette promesse trompeuse d'emplois se transforme régulièrement en déception, en colère et en conflit.**

L'ensemble de la communauté perdra l'accès aux terres qui constituaient sa source de nourriture et de subsistance avant d'être accaparées par les plantations ; pendant ce temps, seuls quelques membres de la communauté obtiendront des emplois. Ces emplois sont généralement des contrats de courte durée mal rémunérés ou des travaux journaliers. Il s'agit souvent d'activités dangereuses, comme la pulvérisation de produits chimiques dans les pépinières ou les plantations sans vêtements de protection adéquats. Il peut aussi s'agir de travaux éreintants, comme la récolte et le ramassage de lourdes grappes de noix de palme. Les travailleurs doivent parfois compter sur les membres de leur famille pour les aider à atteindre le quota quotidien élevé, faute de quoi leur salaire sera réduit ; ils peuvent même perdre une journée entière de salaire s'ils ne parviennent pas à atteindre le quota.

L'exploitation peut être encore pire pour les femmes, car les sous-traitants exigent parfois des relations sexuelles en échange d'un emploi. Des femmes se sont retrouvées sans salaire parce que leurs supérieurs exigeaient des relations sexuelles avant de les payer pour le travail qu'elles avaient déjà effectué dans les plantations.

Tactique 8:

Les sociétés organisent des réunions communautaires pour donner l'apparence d'un soutien de la communauté



Les réunions communautaires jouent un rôle important dans les tactiques des sociétés. Les sociétés utilisent les réunions communautaires pour se présenter comme « responsables », en particulier auprès des clients internationaux de leur huile de palme ou des banques qui financent leurs plantations ; les sociétés utilisent également les réunions comme preuve qu'elles « consultent » les communautés. Une telle preuve peut être exigée si une société veut être certifiée et utiliser des labels verts tels que celui de la RSPO (voir Tactique 20).

Lorsque les sociétés organisent ces réunions, les villageois ne savent souvent pas très bien quel en est l'objet. On peut leur faire croire qu'ils se réunissent pour discuter d'un projet communautaire promis par la société, comme des forages d'eau ou la création d'un centre de santé. Lorsqu'on leur demande s'ils sont favorables au projet, les membres de la communauté peuvent voter « oui » et lever la main en pensant que le vote porte sur le projet communautaire. Un membre de la société peut prendre une photo au moment où de nombreuses personnes ont levé la main, et la société peut ensuite utiliser cette photo pour affirmer que la communauté a voté en faveur du projet de plantation de la société.

Si des conflits ont déjà éclaté, les représentants de la société sont généralement accompagnés d'agents de sécurité et de policiers afin de démontrer leur autorité sur la communauté. Dans ce cas, les réunions peuvent se tenir dans des endroits difficiles d'accès pour ceux qui sont opposés aux plantations, ou le lieu de la réunion peut être modifié à la dernière minute.

Tactique 9:

Les sociétés tentent de réduire au silence les opposants locaux au projet de plantation



La société essaiera de s'en prendre particulièrement à quelques personnes et de les qualifier de « fauteurs de troubles qui veulent s'opposer au développement ». Elle pourra prétendre que ces personnes utilisent la communauté pour leurs propres intérêts ou qu'elles sont manipulées par des ONG étrangères pour empêcher le développement et bloquer les plantations de la société.

La société essaiera d'en savoir le plus possible sur ces personnes. Elle peut recruter des jeunes du village pour travailler comme informateurs. Les personnes qui critiquent les plantations de la société peuvent voir leurs biens vandalisés où des véhicules peuvent passer régulièrement devant leur maison pour leur faire savoir qu'elles sont surveillées. Elles peuvent recevoir des appels téléphoniques intraçables ou leurs interlocuteurs peuvent leur dire d'être « prudents ».

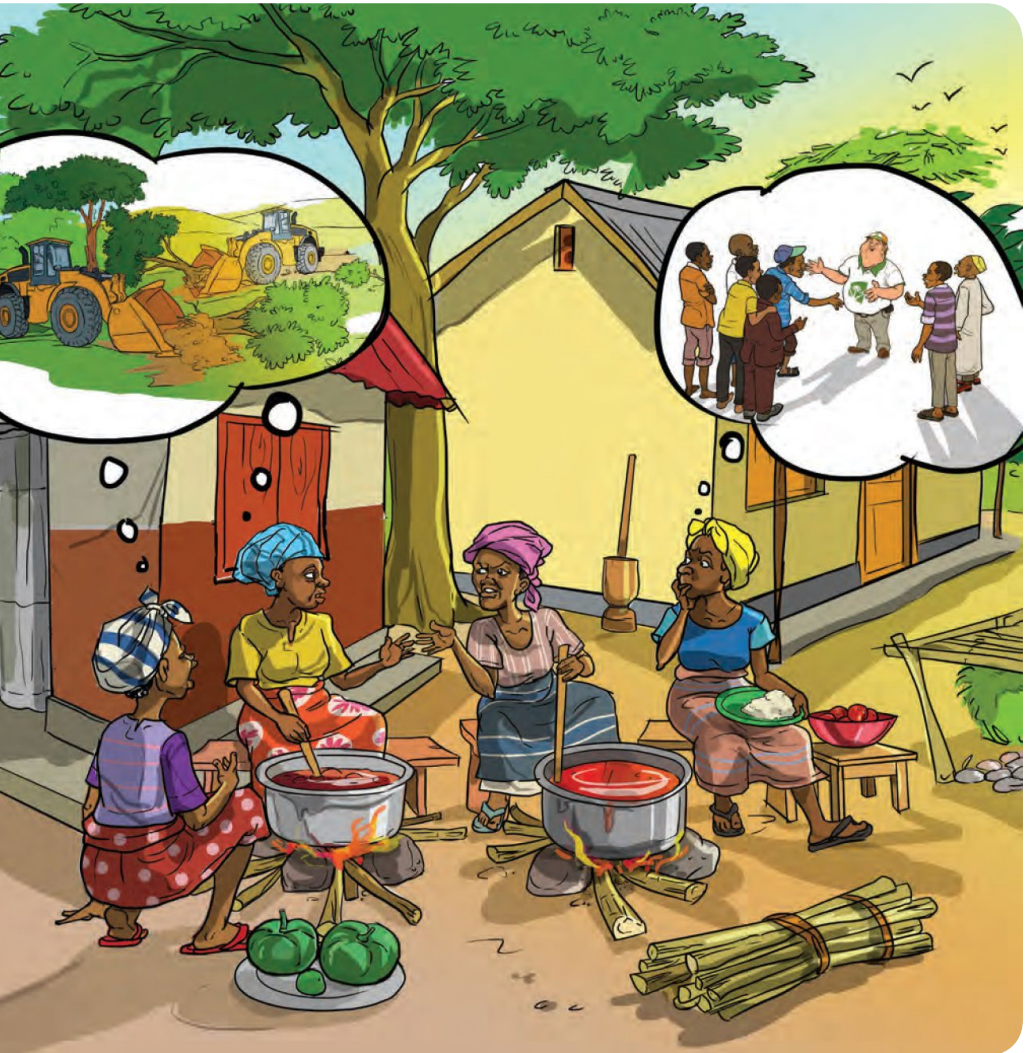
Les membres de leur famille pourront se voir offrir des emplois dans la société, mais *seulement* s'ils s'arrangent pour que le « fauteur de troubles » cesse de s'opposer aux plantations de la société. Dans une telle situation, la famille commencera souvent à faire pression sur son parent, en prétendant que son opposition aux plantations de la société prive d'autres membres de la famille d'opportunités d'emploi. Le « fauteur de troubles » sera soumis à une pression énorme.

Enfin, tôt ou tard, la société essaiera même d'acheter le « fauteur de troubles ». « Vous avez la possibilité de tirer un trait sur cette affaire et de ne jamais regarder en arrière », a déclaré un représentant de la société à un militant qu'il essayait de corrompre.

Dans ce contexte, plus il y a d'individus considérés comme des leaders de la résistance communautaire, mieux c'est. Si des personnes différentes prennent la parole lors des réunions publiques ou des rassemblements, il sera plus difficile pour la société de montrer du doigt une ou deux personnes. Si la lutte semble être menée par une seule personne, la société pourra plus facilement saper la résistance de la communauté.

Tactique 10:

Les sociétés excluent et marginalisent les femmes



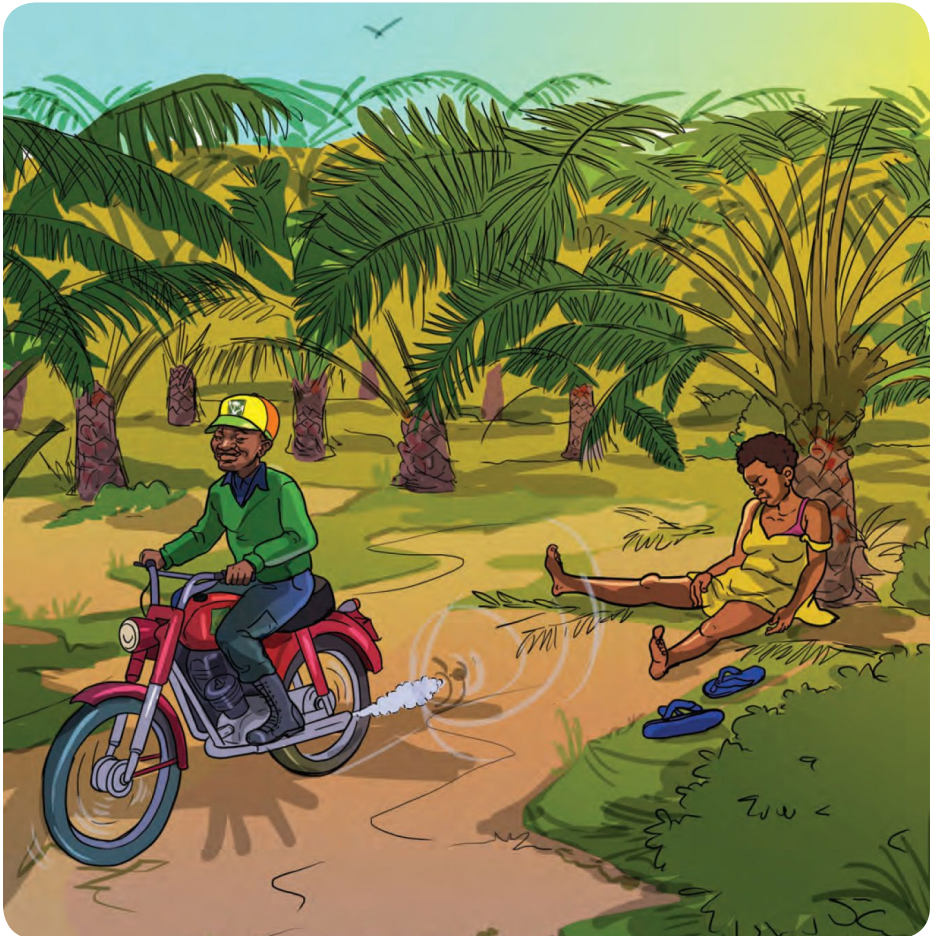
Une grande partie du travail nécessaire à la culture traditionnelle du palmier à huile en Afrique occidentale et centrale est effectuée par des femmes. C'est pourquoi l'enjeu est si important pour les femmes lorsqu'une société de plantation envisage de s'approprier des terres communautaires. La résistance contre les plantations industrielles est donc aussi une lutte des femmes pour l'indépendance économique que procure la culture traditionnelle du palmier à huile.

Les femmes sont également préoccupées par l'impact plus global de ces plantations sur leur communauté. Elles s'inquiètent de l'impact sur la communauté de la présence des travailleurs des plantations, généralement des hommes célibataires venus de l'extérieur de la région. Elles s'inquiètent des risques d'abus de consommation d'alcool et de drogues, ainsi que de la violence qui en découle. Les sociétés savent que les femmes vont soulever ces questions, c'est pourquoi elles préfèrent ne parler qu'aux hommes.

Les femmes peuvent également être exclues de la prise de décision concernant les plantations de la société au sein de la communauté. L'exclusion des femmes de ces discussions importantes ne profite qu'à la société de plantation ! C'est pourquoi la participation des femmes aux réunions et à la prise de décision est si importante. Avec une forte participation et un solide leadership des femmes, la résistance des communautés sera plus forte.

Tactique 11:

Les sociétés ferment les yeux sur les violences et les abus commis à l'encontre des femmes dans les plantations



Les violences sexuelles, les abus et le harcèlement dont les femmes sont victimes lorsque les sociétés établissent des grandes plantations sont rarement mentionnés. Généralement, l'ampleur choquante de ces abus n'est révélée que lorsque les femmes se retrouvent entre elles. Au cours de ces discussions, il apparaît clairement que les violences sexuelles font partie intégrante du modèle des plantations industrielles.

En Afrique occidentale et centrale, les femmes sont confrontées à un autre type de violence du fait des plantations industrielles de palmiers à huile : les agents de sécurité et la police, qui collaborent avec la société, entrent dans les maisons qui sont dans et autour des plantations, **à leur gré**, pour fouiller les différentes pièces et les placards à la recherche d'huile de palme. Dans certains cas, des gardes ont même renversé par terre la nourriture qui était en train de cuire sur le fourneau parce que le plat contenait de l'huile de palme. Les agents de sécurité accusent les femmes d'utiliser des noix de palme volées dans les plantations de la société. Même lorsqu'une femme insiste sur le fait que l'huile provient de ses propres palmiers ou de plantations familiales, les agents de sécurité peuvent confisquer l'huile.

Lorsque les femmes commencent à dénoncer les abus sexuels systémiques dans les plantations, les représentants des sociétés nient l'existence de ces abus dans leurs plantations.

Tactique 12:

Les sociétés imitent des signatures et falsifient des documents



La falsification de documents et la contrefaçon de signatures sont des infractions graves. Pourtant, des sociétés de plantations ont en toute impunité utilisé des documents contenant des signatures falsifiées de représentants de villages. Des dirigeants communautaires et des militants ont trouvé leur nom et leur signature sur des listes de réunions de la société auxquelles ils n'avaient pas assisté. Ou bien les sociétés joignent une liste de présence à un autre document, et lorsque les gens pensent qu'ils signent une liste de présence, la société utilise la liste pour revendiquer à tort le soutien de la communauté à ses plantations. Des dirigeants communautaires ont également trouvé des versions falsifiées de leurs signatures sur des accords prétendument signés avec la société.

Pour les dirigeants des communautés isolées, il est très difficile de savoir ce qu'une société de plantation opérant dans leurs communautés explique aux financeurs et aux acheteurs d'huile de palme basés à l'étranger. De plus, les banques et les acheteurs d'huile de palme étrangers ne cherchent généralement pas vraiment à savoir si les documents qui leur sont présentés sont légalement conformes. Une société sait donc qu'elle ne risquera généralement pas grand-chose à présenter des listes de présence frauduleuses, des documents comportant des signatures falsifiées, ou de fausses informations.

Tactique 13:

Les sociétés refusent de fournir des documents importants



La non-communication de copies de documents importants est une tactique courante des sociétés. Les communautés reçoivent rarement des copies des contrats de bail qu'une société a signés avec le gouvernement. Les sociétés peuvent également refuser de fournir des plans cadastraux, des titres fonciers et d'autres informations qui font partie des contrats de bail. Souvent, les sociétés ne fournissent pas non plus de copies des procès-verbaux des réunions, des listes de présence, des accords de partage des bénéfiques ou des protocoles d'accord sur les bénéfiques communautaires qu'elles ont pu négocier avec une communauté.

Lorsqu'on lui demande de fournir une copie, le représentant de la société peut faire valoir qu'il est « plus sûr de conserver les documents au bureau de la société afin qu'ils ne soient pas perdus ou endommagés ». Ou bien il promettra de fournir une « copie propre » plus tard. Mais la copie n'arrivera jamais, et la communauté ne disposera d'aucune preuve de ce qui a été convenu.

Il est donc important d'insister pour que la société fournisse des copies de tous les documents que les villageois signent ou qui sont discutés. Les sociétés doivent être prêtes à fournir un exemplaire à la communauté à la fin de la réunion. Si la société prétend que ce n'est pas possible, il est conseillé que certains membres de la communauté prennent des photos de tous les documents présentés. Il sera ainsi plus difficile pour la société de manipuler les documents ou de nier les accords conclus.

Tactique 14:

Les sociétés prennent le contrôle des terres communautaires par le biais de titres fonciers et de plans cadastraux frauduleux



« Les [responsables publics locaux] avait proposé une zone-tampon de 5 km, que les communautés considéraient déjà comme insuffisante. Aujourd’hui, les plantations des sociétés sont à moins de deux kilomètres de nos huttes. »

(Agriculteur du Gabon. Dans le bulletin 231 du WRM, Graine de désespoir : Les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon, 2017)

Il existe de nombreux cas dans lesquels les sociétés d'huile de palme ont manipulé des relevés ou les plans cadastraux, ou ont utilisé des titres fonciers frauduleux et souvent délivrés à la hâte pour prendre le contrôle des terres communautaires.

Les sociétés peuvent également demander à quelqu'un de brûler la forêt ou d'assécher la tourbière qu'elles souhaitent utiliser pour installer leurs plantations. Une fois que la forêt a été détruite, la société demandera des autorisations pour transformer ce qu'elle prétend être des terres « dégradées » en plantations industrielles de palmiers à huile. Ou bien une société locale, souvent liée à un homme politique local, peut également acheter de petites parcelles de terres à des membres de la communauté et les vendre ensuite à la société d'huile de palme. La société niera toute implication dans les achats clandestins de terres et exigera que le gouvernement protège ses investissements dans le pays et garantisse ses droits (obtenus frauduleusement) sur les terres.

Les sociétés commettent souvent ce genre de fraude impunément car les communautés ne disposent pas des copies des contrats de bail et des cartes correspondantes, et parce que les sociétés ont recours à l'intimidation et à la manipulation pour que les villageois se sentent en situation d'insécurité par rapport au statut juridique de leurs terres communautaires.

Tactique 15:

Les sociétés créent ou exploitent des conflits fonciers entre les communautés



Les sociétés sont connues pour tirer parti des litiges entre villages portant sur les limites territoriales afin de prendre le contrôle des terres communautaires. Une société peut signer un accord pour étendre ses plantations avec un seul des villages qui utilise des terres utilisées conjointement par plusieurs villages. Lorsque des conflits éclatent, la société prétend qu'il appartient aux villageois de les résoudre et procède à l'installation de ses plantations.

Dans d'autres cas, les sociétés ont affirmé que seule une petite partie des terres communautaires serait convertie en plantations de la société et qu'il resterait suffisamment de terres pour que les communautés puissent les utiliser pour leurs propres besoins. La société peut dire qu'elle aura « seulement » besoin de 50 hectares d'un côté de la rivière et de 100 hectares supplémentaires de l'autre côté. Comme de nombreuses communautés mesurent la superficie de leurs terres d'une façon différente de celle de la société (elles utilisent des limites naturelles tandis que les sociétés utilisent des hectares ou des acres), elles ne comprennent pas obligatoirement que ces deux parcelles, qui font au total 150 hectares, englobent en réalité près de la totalité des terres dont disposent les villages. En réalité, la société finira par prendre le contrôle de la plupart des terres de la communauté.

Tactique 16:

Les sociétés détruisent les marchés ouverts à l'huile de palme produite localement et créent une insécurité alimentaire



Une grande proportion de l'huile de palme produite sur les plantations des sociétés est destinée à l'exportation. Lorsque l'huile des plantations industrielles est vendue sur le marché intérieur, les sociétés et les banques qui les financent se vantent d'améliorer la sécurité alimentaire parce qu'elles contribuent à réduire la dépendance du pays à l'égard des importations d'huile de palme. Mais le plus souvent, l'huile produite par ces sociétés est utilisée pour détruire le marché de l'huile de palme locale. Lorsque les sociétés bradent de grandes quantités d'huile de palme industrielle sur le marché local, elles cassent les prix des producteurs locaux d'huile de palme. Et même si l'huile vendue par les sociétés est de qualité inférieure, son prix peu élevé ne permet généralement pas aux producteurs locaux d'être compétitifs.

Les sociétés peuvent aussi promettre de laisser des terres autour des villages pour que les gens puissent y produire leurs cultures vivrières. Dans ses luxueuses brochures destinées aux acheteurs d'huile de palme étrangers et aux banques, la société va peut-être présenter cela comme une contribution volontaire à « l'amélioration de sécurité alimentaire locale ». Cependant, dans de nombreux pays, le maintien des plantations industrielles à une distance minimale des villages est une obligation légale. Ce que les sociétés présentent comme une action généreuse n'est que le respect de la loi – et de nombreuses sociétés ne respectent même pas la loi et étendent illégalement leurs plantations jusqu'à la limite des villages.

En réalité, à de nombreux niveaux, les plantations industrielles de palmiers à huile créent de l'insécurité alimentaire en privant les communautés des terres dont elles ont besoin pour produire l'alimentation nécessaire à leurs familles.

Tactique 17:

Les sociétés coupent l'accès des communautés aux forêts

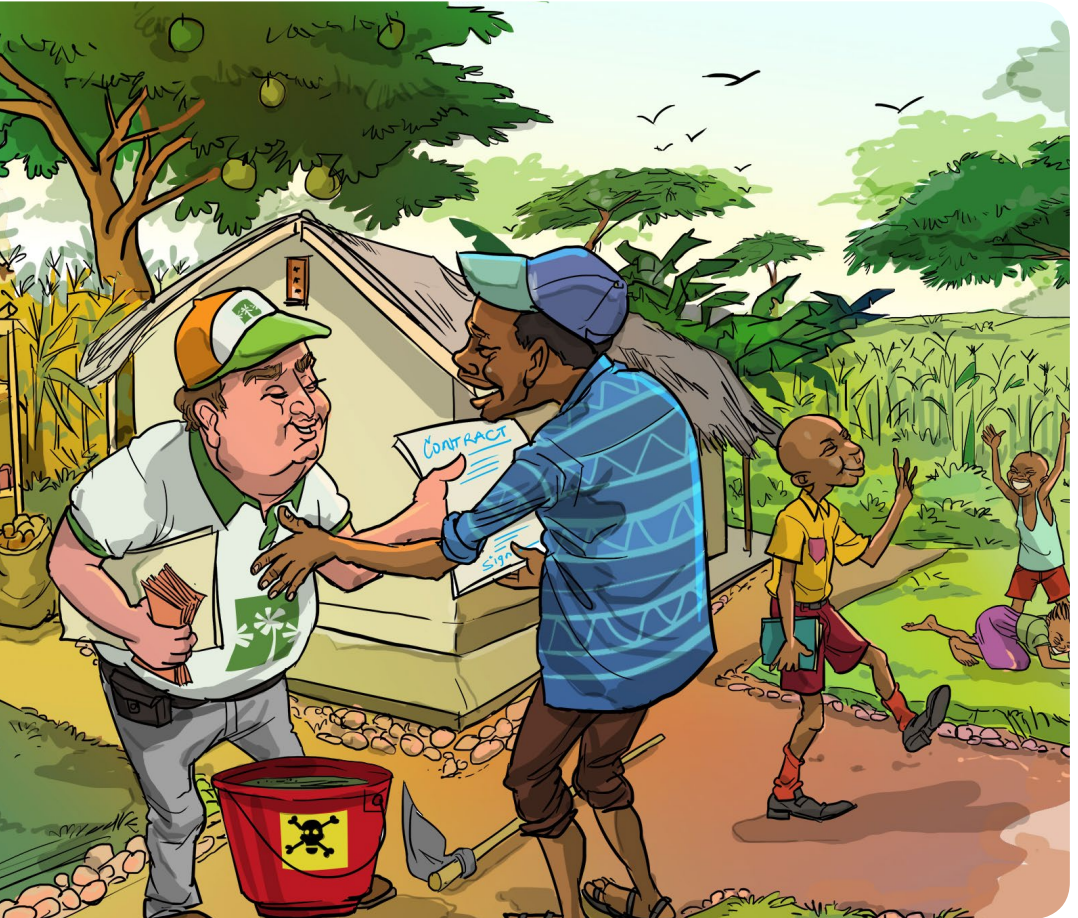


Les plantations industrielles de palmiers à huile accroissent aussi l'insécurité alimentaire en privant les villageois de leur accès à la forêt à l'intérieur de la concession de la plantation ou en les empêchant d'accéder à des forêts qui ne peuvent être atteintes qu'en passant par la zone de plantations de la société. Les communautés dépendent de ces forêts pour la nourriture, notamment les champignons et les chenilles, les herbes et les plantes médicinales. En République démocratique du Congo, par exemple, les villageois vivant autour de plantations industrielles de palmiers à huile disent qu'ils ne peuvent plus trouver de chenilles – une source de protéines essentielle pour eux. Pour les femmes, cela signifie aussi souvent qu'elles ne peuvent plus aller récolter dans la forêt les herbes et les plantes médicinales dont leurs familles ont besoin pour guérir les maladies.

De plus en plus de villageois se sont vu interdire l'accès aux forêts dans les concessions de plantations. Cela s'explique notamment par les systèmes de certification tels que la RSPO (voir Tactique 20). Ces systèmes de certification exigent que les sociétés d'huile de palme laissent intactes ce qu'ils appellent les « forêts à haute valeur de conservation » (FHVC) ou les forêts à « haute valeur carbone ». Afin de se conformer à ces exigences de certification, (qui les aideront à vendre leur huile de palme et à obtenir de l'argent des banques étrangères pour étendre leurs plantations), les sociétés interdisent de plus en plus souvent aux villageois d'entrer dans des zones forestières qu'elles appellent désormais « forêts à haute valeur de conservation » ou à « haute valeur carbone ».

Tactique 18:

Les sociétés encouragent les programmes d'agriculture contractuelle pour contrôler les terres des villageois



Les sociétés d'huile de palme ont de plus en plus recours à des programmes pour petits exploitants afin d'accroître leur production. On parle aussi parfois d'agriculture contractuelle. Les villageois qui ont adhéré à ces programmes s'engagent à cultiver des palmiers à huile industriels **exclusivement pour une société** sur une partie ou sur la totalité de leurs terres. Ils doivent cultiver les palmiers à huile selon les conditions imposées par la société et signer des contrats pour petits exploitants qui ne sont pas négociables.

Les sociétés font la promotion de ces programmes pour petits exploitants en les présentant comme une contribution au « développement rural » et à la « sécurité alimentaire », et les qualifient souvent de « partenariats ». De plus en plus, les autorités nationales font de l'implication des communautés une condition pour les sociétés (étrangères) d'huile de palme qui demandent un bail agricole couvrant des milliers d'hectares. En réalité, les conditions inscrites dans les contrats montrent que l'agriculture contractuelle est très inégalitaire : la société obtient tous les bénéfices et les agriculteurs assument tous les risques.

« De toute évidence, ce programme est une arnaque pour nous faire perdre nos terres, dans le cadre de contrats qui sont difficiles à comprendre, et dont il est encore plus difficile d'obtenir des copies. »

(Membre d'une coopérative, au Gabon. Dans le bulletin 231 du WRM, Graine de désespoir : Les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon, 2017)

Tactique 19:

Les sociétés prétendent que les agriculteurs peuvent « devenir riches avec des plantations industrielles de palmiers à huile »



Les sociétés qui proposent des programmes d'agriculture contractuelle sont connues pour tromper les agriculteurs avec de faux calculs et des promesses mensongères. Une société peut présenter des calculs qui donnent l'impression que l'adhésion à un programme d'agriculture contractuelle rendra l'agriculteur riche rapidement. En réalité, les agriculteurs qui s'inscrivent à ce programme finissent rapidement par s'endetter.¹ **La promesse de la société de « s'enrichir avec des plantations de palmiers à huile » aboutit à créer des paysans sans terre sur leurs propres terres.**

En général, une société affirme que les agriculteurs ont seulement à affecter une petite parcelle de leurs terres au programme, et qu'ils peuvent encore utiliser le reste de leurs terres pour des cultures vivrières, ou qu'ils peuvent planter des cultures au milieu des variétés de palmiers à huile industriels. Cela est rarement vrai.

Pour les femmes, la charge de travail augmente considérablement lorsqu'elles adhèrent à un programme d'agriculture contractuelle. Elles ont moins de temps pour récolter de la nourriture dans la forêt et faire pousser des cultures vivrières (s'il leur reste des terres pour le faire). Une femme piégée par un contrat pour petits exploitants décrit ainsi la situation : « En plus de leurs responsabilités à la maison, elles ont aussi le travail à l'extérieur de la maison, du matin jusqu'à l'après-midi, et, une fois à la maison, elles ont encore d'autres tâches ménagères à accomplir.²»

Bien que la société la présente comme un accord « gagnant-gagnant » pour les deux parties, l'agriculture contractuelle signifie en réalité que la société obtient tous les bénéfices et que les agriculteurs contractuels prennent tous les risques.

¹ On pourra trouver plus d'informations sur les risques liés à l'agriculture contractuelle dans la brochure « Neuf raisons de dire NON à l'agriculture contractuelle des entreprises d'huile de palme » : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/neuf-raisons-de-dire-non-a-lagriculture-contractuelle-des-entreprises-dhuile-de-palme>

² Dewy, P. et al. (2010): *The oil palm plantation weakens the situation of women. Sawit Watch and Women's Solidarity for Human Rights, Bogor.*

Tactique 20:

Les sociétés s'associent à des ONG et à des labels « huile de palme durable » pour se créer une image « verte »



De nombreuses sociétés d'huile de palme travaillent avec de grandes ONG internationales de conservation, telles que le Fonds mondial pour la nature (WWF). Cela leur permet de détourner l'attention des conflits qu'elles provoquent dans les communautés. En général, les partenariats sont liés à une institution privée appelée Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO). Il s'agit d'une alliance regroupant les plus grandes sociétés du secteur de l'huile de palme (acheteurs et producteurs) et quelques ONG de conservation. Ensemble, elles ont négocié une liste de normes appelées « Principes et critères de la RSPO pour une production d'huile de palme durable ». Une société d'huile de palme peut engager des consultants pour confirmer que ses plantations sont gérées conformément aux principes et critères de la RSPO. Après avoir passé l'examen, la société reçoit un certificat et peut annoncer qu'elle produit une « huile de palme durable ».

Le label RSPO a été attribué à plusieurs reprises à des sociétés qui bafouent les principes et critères de la RSPO. Même s'il est de notoriété publique que certaines sociétés d'huile de palme ont reçu la certification RSPO en dépit de graves conflits fonciers avec les communautés, le label RSPO aide toujours les sociétés à accéder aux prêts bancaires dont elles ont besoin pour étendre leurs plantations. De nombreuses banques demandent le certificat RSPO comme condition à l'approbation d'un prêt à une société d'huile de palme. Il est devenu évident que les acheteurs de l'huile de palme des sociétés et les banques qui apportent l'argent veulent surtout voir le label. Ils ne semblent pas se préoccuper du fait que les sociétés « certifiées » peuvent avoir accaparé des terres sans le consentement des communautés concernées ou qu'elles sont responsables de violences à l'encontre des femmes, des travailleurs des plantations et des militants.

**Promettre, diviser, intimider et
contraindre: les tactiques
utilisées par les sociétés
d'huile de palme pour s'emparer
des terres communautaires**

Version courte



**ALLIANCE INFORMELLE CONTRE LES
PLANTATIONS INDUSTRIELLES DE
PALMIERS À HUILE EN AFRIQUE
OCCIDENTALE ET CENTRALE**

Juin 2024